

Macron aux Gilets jaunes : quelques concessions pour que rien ne change

6 mois de mobilisations des Gilets jaunes, des syndicats, des enseignant-es, des agent-es des impôts, des retraité-es et de bien d'autres encore... Macron répond-t-il à ces mobilisations ?

La lecture du contenu de l'allocution télévisée qu'il devait initialement prononcer lundi soir est édifiante.

Si certaines mesures montrent sa volonté de calmer le jeu, il n'en demeure pas moins qu'elles ne sont ni la réponse aux demandes des Gilets jaunes, ni à celles qu'ont exprimées les travailleur-euses et les syndicats dans les grèves et dans la rue.

La mobilisation des Gilets jaunes porte sur les services publics, la justice sociale et fiscale, la démocratie et l'écologie et que veut faire ce gouvernement ?

- **la suspension de toute fermeture d'école et d'hôpital jusqu'à la fin de son mandat...** Mais quid des fermetures réalisées ces derniers mois et des projets en cours, des dédoublements de classe promis et non réalisés, de la réorganisation des hôpitaux qui prévoit toujours la suppression de certains services ? et des autres services publics : des centres des finances publiques, des gares, des services de la jeunesse et des sports...

- **l'indexation des retraites jusqu'à 2000 euros sur l'inflation**, c'est donc l'annonce d'une perte durable de pouvoir d'achat pour les retraité-es qui touchent au dessus de 2000 euros et aucune prise en compte des autres revendications portées depuis des mois par les retraité-es en colère.

- **la baisse des impôts sur le revenu en particulier pour les classes moyennes**, si cela va redonner du pouvoir d'achat aux personnes concernées, c'est très loin d'une révision du système fiscal pour un meilleur partage des richesses et d'une réelle justice fiscale ou de la remise en cause des baisses des effectifs pour traquer la fraude fiscale... Et ces baisses seraient compensées par des baisses de dépenses publiques ou en-

core l'exigence de travailler plus...

- **la pérennisation de la prime annuelle**, ce qui n'est toujours pas une augmentation de salaire, donc qui ne compte ni pour la carrière, ni pour la retraite (elle est de plus défiscalisée et désocialisée). Et elle est loin d'avoir concerné tout le monde : petites entreprises, sous-traitance, intérim, temps partiels... les laissé-es pour compte ont été nombreux-ses.

- **un référendum d'initiative citoyenne en version locale** uniquement, alors que le débat qui s'enclenche autour de la privatisation de l'aéroport de Paris montre que les enjeux nationaux sont au cœur des préoccupations des mobilisations actuelles.

- **un fond garantissant le versement des pensions alimentaires pour les femmes seules** en charge de famille, mais rien sur leurs petits salaires et pas de revalorisation d'allocations...

- **la suppression de l'ENA**, mesure très symbolique. Nul doute que les élites politico-économiques iront se former dans d'autres écoles, privées cette fois-ci...

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

[fb @USolidaires](#) [twitter @UnionSolidaires](#)

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris, 01 58 39 30 20



En revanche il n'y aucune décision sur :

- le rétablissement de l'**ISF** (sauf une annonce de bilan d'ici quelques années...), le retrait de la **transformation du CICE** en baisse de cotisation, la remise en place de l'**exit tax**, la baisse voire l'**exonération de la TVA** sur les produits de premières nécessité qui serait la plus grande mesure de justice fiscale.

- le retrait de toutes **les mesures répressives contre le droit de manifester** ni la fin de l'**utilisation des « armes non létales »** utilisées par les forces de l'ordre.

- un plan de **développement des services publics** pour une égalité dans les territoires.

- des mesures à la hauteur de l'**urgence écologique**.

Dans les faits, rien n'est décidé qui tranche véritablement avec les politiques mises en œuvres par les gouvernements successifs ces dernières années et par Macron qui les a encore accentuées.

Pour les syndicats de lutte, le chemin est encore à faire, car aucune concession n'est faite :

- pas d'augmentation du **SMIC, du point d'indice, des salaires, des pensions et des minimas sociaux**.

- pas de retrait des projets de **réforme de la fonction publique et des retraites**.



C'est une deuxième série d'annonces pour tenter de mettre un terme à la contestation sociale qui a débuté en novembre.

Macron veut aussi renouer un dialogue social auprès des syndicats (et ceux qui le soutiennent en premier lieu).

Mais pour Solidaires, il faut de réels changements, qu'il va nous falloir aller chercher en continuant des mobilisations massives et déterminées dans nos entreprises, nos administrations, nos services.

Et aussi, dans la rue les samedis avec les Gilets jaunes pour porter plus haut les exigences de justice, de démocratie, d'égalité et mettre en avant nos revendications.